

PROTECTION JURIDIQUE AUTOMOBILE & MULTIRISQUES HABITATION



PREAMBULE

Les garanties que vous avez souscrites sont couvertes par la compagnie d'Assurance suivante :

L'ÉQUITÉ,

Société Anonyme au capital de 26 469 320 euros -
Entreprise régie par le Code des assurances B572084697 RCS
Paris- Siège Social : 2 Rue Pillet – Will 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le
registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 26

LES DEFINITIONS

Assureur ou Nous

La Compagnie d'Assurance couvrant les garanties que vous avez souscrites, ainsi que son éventuel gestionnaire mandaté, dont les coordonnées apparaissent au Préambule du présent document ainsi que sur vos Dispositions Particulières.

Code

Le Code des Assurances.

Contractant

La personne physique ou morale qui a souscrit le contrat.

Tiers

Toute autre personne que le CONTRACTANT, l'ASSURÉ ou l'ASSUREUR.

Vous

Toutes les personnes qui répondent à la définition de l'ASSURÉ.

LA PROTECTION JURIDIQUE

Les définitions spécifiques

Assuré

Personne physique qui adhère au présent contrat sous réserve de s'être acquittée de sa cotisation, ainsi que son conjoint non séparé de corps, son concubin notoire, ou son partenaire signataire d'un pacte civil de solidarité, et l'ensemble des personnes se trouvant fiscalement à leur charge.

Litige ou Différend

Toute réclamation ou tout désaccord vous opposant à un tiers ou toute poursuite engagée à votre encontre, vous conduisant à faire valoir un droit contesté ou non satisfait, à résister à une prétention ou à vous défendre devant toute juridiction ou commission administrative.

Sinistre

Litige ou différend garanti.

L'objet des garanties

L'assureur s'engage à mettre en œuvre et à prendre en charge, en cas de litige garanti, les moyens nécessaires à la sauvegarde de vos droits et intérêts, par voie amiable ou judiciaire.

Les principes de fonctionnement

Un litige se présente ?

Remplissez la déclaration de litige que votre Agent ASSU 2000 vous a remise lors de la souscription, puis envoyez-la à

l'assureur dont les coordonnées apparaissent en page 1 du présent formulaire. Après avoir procédé à l'instruction de votre dossier, l'assureur, avec votre accord, prend toutes les dispositions et accomplit toutes les démarches susceptibles de vous permettre d'obtenir amiablement satisfaction.

La solution amiable échoue et le procès devient inévitable ?

Nous convenons ensemble de confier la défense de vos intérêts à un avocat (ou à une personne qualifiée par la législation en vigueur).

Nous prendrons en charge les frais et honoraires de l'avocat que vous aurez choisi pour assurer la défense de vos intérêts conformément aux montants indiqués à l'article "LE CHOIX DE VOTRE DEFENSEUR EN JUSTICE".

Les Garanties

Les prestations de l'assureur sont déterminées en fonction des garanties que vous avez souscrites, mentionnées dans les Dispositions Particulières.

La Protection Juridique Automobile

- Les prestations en l'absence de litige

Informations juridiques par téléphone : Sur simple appel téléphonique au **01.58.38.40.40 de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi (hors jours fériés)**, une équipe spécialement dédiée met toute sa compétence à votre service pour répondre, par téléphone, aux questions pratiques d'ordre juridique, liées aux domaines couverts par votre contrat.

- Les prestations en présence de litige

Elles s'appliquent exclusivement aux domaines suivants, dans le cadre de votre vie privée :

Automobile : L'assureur intervient à l'occasion de tout litige lié à la propriété, la garde ou l'utilisation d'un véhicule automobile immatriculé au nom d'une personne ayant la qualité d'assuré.
Consommation : L'assureur s'engage à défendre vos intérêts en cas de litiges portant sur l'achat ou la location d'un bien mobilier ou d'un service **à l'exclusion de ceux relevant de la garantie Protection Juridique Habitation**.

Travail : L'assureur vous garantit pour tout litige vous opposant à votre employeur principal en votre qualité de salarié.

Fiscalité : L'assureur vous garantit à l'occasion de litiges concernant l'assiette ou le recouvrement de l'impôt sur le revenu, des impôts locaux et des droits d'enregistrement perçus à l'occasion de mutations à titre gratuit ou onéreux.

Services publics et administrations : L'assureur vous garantit à l'occasion de litiges concernant les actions que vous êtes susceptible d'engager contre l'administration ou un service public (sauf la Sécurité Sociale ou la Mutualité Agricole) en tant que victime d'un préjudice, **à l'exclusion de toute contestation relative à la légalité d'un acte administratif réglementaire ou individuel**.

La Protection Juridique Habitation

Elle s'applique exclusivement aux domaines suivants, dans le cadre de votre vie privée :

Habitation : L'assureur s'engage à défendre vos intérêts lorsque vous êtes impliqué dans un litige en qualité d'occupant de votre résidence principale ou secondaire. En cas de litige lié à votre bien mis en copropriété et lorsqu'il s'agit d'une action engagée par vous, par votre syndic ou par le syndicat des copropriétaires, et qu'elle implique à la fois vos intérêts et ceux des copropriétaires, **notre participation financière sera proportionnelle aux millièmes dont vous êtes détenteur**.

Consommation : L'assureur s'engage à défendre vos intérêts en cas de litiges portant sur l'achat d'un bien mobilier ou d'un service destiné à votre habitation.

Les Exclusions

Sont exclus les litiges résultant :

- De faits dolosifs, frauduleux ou intentionnels de votre part, caractérisés par la volonté de provoquer un dommage avec la conscience des conséquences de votre acte, hormis le cas de légitime défense.
- De l'inexécution par vous d'une obligation légale ou contractuelle.
- De toute activité professionnelle autre que salariée de votre employeur principal.
- De toute participation à l'administration d'une association ou d'une société civile ou commerciale.
- D'émeutes ou de mouvements populaires auxquels vous auriez participé.
- De la non fourniture aux administrations dans les délais prescrits de documents à caractère obligatoire.
- De votre fonction de syndic bénévole.
- De votre participation à une activité politique ou syndicale et à des conflits collectifs du travail.
- De faits de guerre civile ou étrangère.
- De votre participation à des épreuves sportives, courses, compétitions ou leurs essais, soumis ou non à l'information et/ou à l'autorisation des Pouvoirs Publics

Sont également exclus les litiges :

- Portant sur une réclamation concrètement chiffrable inférieure à 230 €.
- Dont le fait générateur était connu de vous avant la date d'effet de votre adhésion.
- Mettant en cause votre responsabilité civile ou votre garantie Défense Pénale et Recours, lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurance, ou devrait l'être en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.
- Relatifs à l'état des personnes (livre 1 du Code Civil), aux régimes matrimoniaux et aux successions.
- Se rapportant à la protection de marques, brevets ou droits d'auteur.
- Inhérents à la propriété de tout bien immobilier donné en location.
- Nés d'engagement de caution.
- Relatifs au recouvrement de vos créances de toutes natures (loyers, charges...).
- Relatifs au paiement de toute amende dont le caractère répressif exclut, selon les dispositions légales, toute possibilité d'indemnisation au profit de celui qui l'a encourue.
- Vous opposant à tout organisme social (Sécurité Sociale, Mutualité Sociale Agricole,...), au corps médical et aux établissements de soins.
- Concernant des poursuites qui auraient pu être évitées par le paiement d'une amende forfaitaire ou au moyen de timbre amende.
- Consécutifs à la verbalisation pour conduite d'un Véhicule ou d'une embarcation sous l'empire d'un état alcoolique, ou en état d'ivresse manifeste, ou sous l'emprise de substances ou plantes classées comme stupéfiants, ou au refus de se soumettre aux vérifications destinées à dépister ou à établir la preuve de cet état.
- Relatifs à des travaux immobiliers soumis soit à la délivrance d'un permis de construire ou de démolir, soit à une assurance obligatoire.
- Relatifs à l'achat, la vente, la location, la possession, l'utilisation d'un bateau ou d'un aéronef.
- Relatifs à l'acquisition, la détention et la cession de parts sociales ou de valeurs mobilières.
- Relatifs au bornage.

Où s'exercent les garanties ?

Les garanties vous sont acquises lorsque l'événement qui est à l'origine du litige et le domicile du tiers sont situés en France

Métropolitaine, dans un pays limitrophe ou de l'Union Européenne.

A quelles conditions les garanties vous sont-elles acquises ?

Le délai d'attente

Les garanties ne sont effectives qu'à compter du 60ème jour qui suit la date d'effet du contrat et cessent 60 jours après sa résiliation.

Pour que les garanties vous soient acquises

- Le sinistre doit être déclaré à l'assureur par écrit, dès que vous en avez connaissance.
- Les faits, les événements ou la situation source de litige doivent être postérieurs à la date d'entrée en vigueur des garanties, à moins que vous ne prouviez que vous étiez dans l'impossibilité d'en avoir connaissance antérieurement.

Nous ne prenons pas en charge les frais de consultation juridique ou d'actes de procédures réalisés avant la déclaration de sinistre à moins que vous ne puissiez justifier de l'urgence à les avoir exposés antérieurement.

Ce que vous devez faire

- Transmettre à l'assureur, en même temps que la déclaration de litige, tous documents et renseignements utiles à l'instruction du dossier.
- Faire suivre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissiers, assignations et pièces de procédure qui vous sont adressés, remis ou signifiés.

Lorsque vous faites, de mauvaise foi, des déclarations inexactes sur les faits, les événements ou la situation qui sont à l'origine du litige, ou plus généralement sur tout élément pouvant servir à sa solution, vous êtes entièrement déchu de tout droit à garantie pour le litige considéré.

Ce que l'assureur prend en charge

L'assureur prend en charge :

- Les coûts de procès-verbaux et, sous réserve de son accord préalable, de constats d'huissiers.
- Les honoraires des experts désignés par lui ou choisis avec son accord, tels que médecins ou autres techniciens.
- Les frais et/ou honoraires des auxiliaires de justice (avocats sous réserve de ce qui est prévu ci-après,...).
- Les frais de justice et autres dépens taxables pour autant que vous soyez tenu de les rembourser en vertu d'une décision judiciaire ou d'une transaction amiable.

Le montant de la garantie s'élève à 7625 € par sinistre et à 15245 € par année d'assurance.

Le choix de votre défenseur en justice

Lorsque nous convenons ensemble de confier la défense de vos intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée par la législation en vigueur, vous avez la liberté de son choix. Si vous le souhaitez, nous pouvons vous mettre en relation avec un avocat que nous connaissons.

Conseillé par votre avocat, la direction du procès vous appartient. Durant la procédure judiciaire, nous restons à votre disposition pour vous apporter l'assistance dont vous auriez besoin.

L'assureur prend en charge ses frais et honoraires conformément aux montants indiqués ci-dessous et ce pour chaque assistance à mesure d'instruction ou d'expertise, protocole de transaction, ordonnance, jugement ou arrêt (y compris la préparation du dossier et sa plaidoirie).

Les montants qui suivent sont exprimés toutes taxes comprises. Ils comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, etc.), à sa préparation et à sa plaidoirie éventuelle, et constituent la limite de la prise en charge de l'assureur même si vous changez d'avocat.

Protocole de transaction, arbitrage, médiation pénale ou civile	520 €
Assistance à une mesure d'instruction ou d'expertise	385 €
Commission	520 €
Ordonnance en matière gracieuse ou sur requête	520 €
Référé devant toute juridiction	520 €
Tribunal de Police :	
sans constitution de partie civile (sauf 5e classe)	520 €
avec constitution de partie civile et 5e classe	770 €
Tribunal Correctionnel :	
sans constitution de partie civile	770 €
avec constitution de partie civile	1 040 €
Tribunal d'Instance, Tribunal de Grande Instance au fond sans représentation obligatoire par avocat	770 €
Tribunal de Grande Instance avec représentation obligatoire par avocat, Tribunal de Commerce, Tribunal administratif	1 040 €
Conseil des Prud'hommes :	
en bureau de conciliation ou en départage	520 €
en bureau de jugement	520 €
Cour d'Appel	1 040 €
Cour d'Assises	1 500 €
Cour de Cassation	2 060 €
Cour de Justice des Communautés Européennes	1 800 €
Conseil d'Etat	2 300 €
Cour Européenne des Droits de l'Homme	770 €
Toute autre juridiction	770 €

Le cas du conflit d'intérêts

Vous avez également la liberté de faire appel à un avocat de votre choix ou à toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, si vous estimez qu'un conflit d'intérêts peut survenir entre vous et l'assureur (par exemple, s'il est amené à défendre simultanément les intérêts de la personne contre laquelle vous nous avez demandé d'exercer votre recours).

Dans cette éventualité, l'assureur prend en charge les frais et honoraires que vous engagez conformément aux montants indiqués à l'article "Le choix de votre défenseur en justice".

Que faire en cas de désaccord entre vous et l'assureur

En vertu de l'article L. 127-4 du Code, en cas de désaccord entre vous et l'assureur sur les mesures à prendre pour régler le différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur.

Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance saisi peut en décider autrement si vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par la tierce personne ou par l'assureur, ce dernier vous prendra en charge les frais exposés pour l'exercice de cette action conformément aux montants indiqués à l'article "Le choix de votre défenseur en justice".

La subrogation

Dans le cadre de notre garantie, nous prenons en charge les frais d'huissier, afin d'exécution de la décision de justice rendue en votre faveur. Lorsque la partie adverse est condamnée aux dépens de l'instance, nous sommes subrogés dans vos droits et actions, à concurrence des sommes que nous avons prises en charge en application du présent contrat. Lorsqu'il vous est alloué une indemnité de procédure par application des dispositions de l'article 700 du Code de procédure civile, de l'article 475-1 ou 800-1 et 800-2 du Code de procédure pénale ou de l'article L.761-1 du Code de la Justice administrative ou par tout texte prévoyant des

indemnités de nature équivalente, cette somme Vous bénéficiez par priorité pour les dépenses restées à votre charge, puis nous revient dans la limite des sommes que nous avons indemnisées.

LES GARANTIES COMPLEMENTAIRES : "REMBOURSEMENT FRAIS DE STAGE" & "NOUVEAU PERMIS"

Ces garanties vous sont automatiquement acquises lorsque vous bénéficiez de la garantie Protection Juridique Automobile.

Les définitions spécifiques

Assuré

La personne physique qui adhère au présent contrat, son conjoint non séparé de corps, son concubin notoire ou son partenaire signataire d'un Pacte Civil de Solidarité, titulaires d'un permis de conduire en état de validité.

Sinistre

Concernant la garantie "Remboursement frais de stage": le retrait de points suite à une infraction commise pendant la période de garantie.

Concernant la garantie "Nouveau permis" : la décision préfectorale ordonnant à l'assuré de remettre son permis de conduire en raison de la perte de validité de ce dernier par suite de la perte totale des points (référence administrative 49) intervenue pendant la période de garantie.

Les objets des garanties

Concernant la garantie "Remboursement frais de stage"

Si du fait d'une ou plusieurs infractions au Code de la route, vous perdez un ou plusieurs points sur votre permis de conduire, votre contrat vous apporte la prise en charge suivante :

Sous la condition que votre permis de conduire compte un nombre de points supérieur ou égal à la moitié du capital maximum au moment de l'infraction (soit six points pour un conducteur confirmé ; soit trois points pour un conducteur au permis probatoire) et que la ou les nouvelles infractions vous fassent passer en dessous de cette moitié de capital, nous vous remboursons à concurrence **d'un montant maximum de 230 €**, sur présentation de justificatifs, les frais de stage que vous effectuez **à votre seule initiative** auprès d'un centre de formation agréé par les pouvoirs publics dont l'objet est la sensibilisation à la sécurité routière et la reconstitution partielle des points de votre permis de conduire.

Concernant la garantie "Nouveau permis de conduire"

L'assureur vous indemnise à concurrence **d'un montant maximum de 500 €**, sur présentation de justificatifs, des frais que vous avez engagés pour l'obtention d'un nouveau permis de conduire, lorsqu'à la suite d'une infraction commise postérieurement à la date d'effet de votre adhésion, vous avez perdu la totalité des points de votre permis de conduire.

Les exclusions

Concernant la garantie "Remboursement frais de stage"

Sont toujours exclus les sinistres :

- Résultant de la conduite sans disposer du certificat exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de Véhicule utilisé.
- Résultant du refus de l'assuré de restituer le permis de conduire ou de piloter suite à décision de retrait
- Consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente.
- Résultant de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, ou sous l'emprise de stupéfiants ou d'une drogue, non prescrits médicalement (article L 234-1 du Code de la Route).

Les frais de stage ne sont jamais pris en charge lorsque le stage vous est imposé (et n'est donc pas effectué à votre seule initiative) par décisions d'une autorité judiciaire ou administrative.

Concernant la garantie "Nouveau permis de conduire"

Sont toujours exclus les sinistres :

- Résultant de la conduite sans disposer du certificat exigé par la réglementation en vigueur pour la catégorie de Véhicule utilisé.
- résultant du refus de l'assuré de restituer le permis de conduire ou de piloter suite à décision de retrait.
- Consécutifs à un délit de fuite ou à un refus d'obtempérer à l'instruction d'une autorité compétente.
- Résultant de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, ou sous l'emprise de stupéfiants ou d'une drogue, non prescrits médicalement (article L 234-1 du Code de la Route).

Où s'exercent les garanties

Les garanties de l'assureur s'exercent pour tout sinistre survenu en France Métropolitaine.

A quelles conditions les garanties vous sont-elles acquises ?

Si vous souhaitez demander le remboursement de vos frais de stage ou d'obtention d'un nouveau permis, remplissez la déclaration de litige que votre Agent ASSU 2000 vous a remise lors de la souscription, puis envoyez-la à l'assureur dont les coordonnées apparaissent en page 1 du présent document, en joignant les justificatifs demandés ci-dessous.

Concernant la garantie "Remboursement des frais de stage" :

Vous devez joindre à votre demande d'indemnisation :

- Une copie du procès-verbal de police signifiant l'infraction ayant entraîné votre dernière perte de points.
- Une copie de la lettre du Ministère de l'Intérieur (imprimé n°48) vous informant de la dernière perte de points affectant votre permis.
- La facture acquittée des frais de stage, effectué dans un centre agréé, suite à ce retrait.

Concernant la garantie "Nouveau permis" :

Toute demande de remboursement des frais d'obtention d'un nouveau permis de conduire doit être faite en une fois et doit impérativement être accompagnée :

- D'une copie de la lettre du Préfet compétent vous faisant injonction de remettre votre permis de conduire (imprimé n°48 SI).
- De la copie de votre nouveau permis obtenu à l'exclusion du certificat provisoire.
- Des justificatifs des frais engagés tels que facture acquittée auprès de la commission médicale départementale, facture acquittée auprès de l'organisme agréé ayant organisé le test psychotechnique, facture acquittée des enseignements théoriques et pratiques en vue de l'obtention du permis de conduire, frais administratifs de délivrance du nouveau permis de conduire.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES PROTECTION JURIDIQUE ET AUX GARANTIES COMPLEMENTAIRES ("REMBOURSEMENT FRAIS DE STAGE" ET "NOUVEAU PERMIS")

La vie de votre contrat

Votre cotisation

Le montant de votre cotisation est indiqué sur les Dispositions Particulières de votre contrat. Il vous sera également indiqué lors de chaque échéance.

Votre cotisation peut être payée en plusieurs fractions, conformément à la mention précisée aux Dispositions Particulières.

Si une cotisation reste impayée 10 jours après son échéance, nous pouvons en réclamer le paiement par lettre recommandée dont les coûts d'établissement et d'envoi sont à votre charge. Si la cotisation reste impayée 30 jours après l'envoi de la lettre recommandée de mise en demeure, la garantie est suspendue. L'assureur a le droit de résilier le

contrat 10 jours au moins après la suspension des garanties (art. L113-3 du Code). Les impôts et taxes sont à la charge du débiteur. Les frais de procédures et de recouvrement le sont dans les conditions de la loi.

Le contrat non résilié reprend ses effets le lendemain à midi du jour où l'assureur a reçu le règlement de l'intégralité des sommes dont vous lui êtes redevable.

Dans le cas où la cotisation est fractionnée, il est convenu qu'en cas de non-paiement d'une fraction de cotisation à son échéance, l'assureur est en droit de demander le règlement de la totalité des fractions non encore payées de l'année d'assurance en cours.

Entrée en vigueur et durée de votre contrat

Votre contrat est valable à compter de la date et de l'heure d'effet indiquée sur vos Dispositions Particulières.

En cas de modification de votre contrat, un avenant indiquant la date et la nature de la modification, vous sera remis.

La durée du contrat est indiquée sur vos Dispositions Particulières. En l'absence de mention contraire, cette durée est reconduite automatiquement d'année en année par tacite reconduction, sauf si vous ou l'assureur décidez de le résilier.

La résiliation

Votre contrat peut être résilié dans les conditions fixées ci-après :

- Par vous et par l'assureur :

- Chaque année, à l'échéance contractuelle prévue aux Dispositions Particulières, moyennant préavis de 2 mois.
- Dans l'un des cas prévus à l'article L 113-16 du Code (changement de domicile, changement de situation ou de régime matrimonial, changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle), lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec votre situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans votre situation nouvelle.

La résiliation ne peut intervenir que dans les 3 mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet 1 mois après la notification à l'autre partie.

- Par vous :

- En cas de diminution du risque, si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L 113-4 du Code).
- En cas de majoration de la cotisation.

- Par l'assureur :

- en cas de non-paiement des primes (article L 113-3 du Code) ;
- en cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code) ;
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque, à la souscription ou en cours de contrat (article L 113-9 du Code) ;
- après sinistre, étant entendu que vous avez le droit de résilier les autres contrats souscrits auprès de l'assureur, dans un délai d'un mois suivant la notification de la résiliation par l'assureur (article R 113-10 du Code) ;

- De plein droit :

- En cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L 326-12 du Code).
- En cas de disparition ou de destruction totale des risques sur lesquels repose l'Assurance.
- En cas de réquisition des biens faisant l'objet de l'Assurance, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

- Les modalités de la résiliation

Lorsque vous en prenez l'initiative, vous devez nous en informer selon les modalités prévues à l'article L 113-14 du Code des Assurances, notamment en adressant une lettre recommandée au siège social d'ASSU 2000 - 40, avenue de Bobigny - 93 131 Noisy le Sec Cedex, dans les délais prévus en fonction du motif de la résiliation.

Lorsque c'est l'assureur qui en prend l'initiative, il doit vous le notifier par lettre recommandée à votre dernier domicile connu 2 mois au moins avant l'échéance annuelle.

Dans tous les cas de résiliation, les délais de préavis sont décomptés à partir de la date d'envoi de la notification (le cachet de la poste faisant foi).

En cas de résiliation entre 2 échéances, la portion de prime correspondant à la période d'assurance postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Il doit vous la rembourser si elle a été perçue à l'avance. Toutefois, cette fraction de prime reste acquise à l'assureur à titre d'indemnité si la résiliation résulte du non-paiement des primes.

Les dispositions diverses

Vos obligations

Le contrat est établi d'après vos déclarations et la prime fixée en conséquence. Vous devez donc répondre exactement aux questions qui vous sont posées pour l'établissement des Dispositions Particulières, sous peine des sanctions prévues aux articles L 113-8 et L 113-9 du Code.

En cas de changement dans votre situation déclarée à la souscription, vous devez en faire part à l'assureur, afin d'ajuster vos garanties et primes (article L 113-4 du Code).

Vous pouvez demander communication ou rectification de toute information vous concernant qui figurerait sur tout fichier à l'usage d'ASSU 2000 ou des organismes professionnels concernés (Loi n°78-17 du 06.01.78).

La prescription

La prescription est le délai à l'expiration duquel une action ne peut plus être entreprise.

Conformément à l'article R 112-1 du code des assurances, les dispositions relatives à la prescription des actions dérivant du contrat d'assurance sont fixées par les articles L 114-1 à L 114-3 du même code :

Article L 114-1 du Code des assurances :

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L 114-2 du Code des assurances :

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L 114-3 du Code des assurances :

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Information complémentaire :

Conformément au Code civil, les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont :

- la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait (article 2240),

- la demande en justice, même en référé, et même portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure (article 2241).

Cette interruption vaut jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242) mais est non avenue en cas de désistement du débiteur, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243),

- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244). »

Article 2240 du Code civil: La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil: La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion.

Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil: L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code civil: L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code civil: Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code civil: L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code civil: L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Les réclamations

En cas de réclamation, vous êtes invités à prendre contact avec votre conseiller habituel ou directement auprès du service réclamations de l'assureur :

- par mail : EQUITE-PJReclamations@generali.fr

- ou par courrier : L'ÉQUITÉ Protection juridique - Service Réclamations - TSA 70100 - 75309 Paris Cedex 09

Nous nous engageons à :

- accuser réception de votre réclamation dans un délai maximum de 10 jours ouvrables à compter de sa réception, sauf si la réponse elle-même vous est apportée dans ce délai,
- vous répondre dans les meilleurs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la date de réception de votre réclamation, hors survenance de circonstances particulières dont vous serez tenu informé.

Si le désaccord persiste, après la réponse de l'assureur ayant procédé à un dernier examen de votre demande épuisant les voies de recours internes, et avant toute demande judiciaire, vous pouvez alors saisir la Médiation de l'Assurance :

- par voie postale en écrivant à :

**La Médiation de l'Assurance, TSA 50110,
75441 Paris Cedex 9**

- ou par voie électronique sur le site internet

<http://www.mediation-assurance.org>

Droit de renonciation

Conformément à l'article L.112-9 du Code des assurances, « Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités ». Si les conditions précitées sont réunies, et sous réserve des autres dispositions de l'article L.112-9 du Code des assurances, vous pouvez renoncer au présent contrat adressant votre demande de renonciation par lettre recommandée avec avis de réception. La demande de renonciation peut être faite suivant le modèle suivant :

Nom Prénom Adresse Nom du produit Contrat n° Montant de la cotisation déjà acquitté : Objet : Renonciation Messieurs, Conformément aux dispositions de l'article L112-9 du Code des assurances, j'entends par la présente renoncer au contrat d'assurance cité en références que j'ai souscrit en date du . Je souhaite donc qu'il soit résilié à compter de la date de réception de la présente lettre. Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées. Fait à , le Signature du Souscripteur.

Nous attirons votre attention sur le fait que vous perdez cette faculté de renonciation si Vous avez connaissance d'un Sinistre survenu pendant le délai de quatorze jours précités.

Opposition au démarchage téléphonique

Les consommateurs qui ne souhaitent pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique par un professionnel avec lequel ils n'ont pas de relations contractuelles préexistantes, peuvent s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site internet www.bloctel.gouv.fr ou par courrier auprès de OPPOSETEL – Service Bloctel – 6 rue Nicolas Siret – 10000 Troyes.

La protection de vos données personnelles

Les données à caractère personnel Vous concernant sont collectées par l'Intermédiaire et l'Assureur, responsables du traitement, et sont nécessaires au traitement informatique de votre demande pour les finalités suivantes : souscription ou gestion de vos contrats d'assurances, gestion de vos sinistres et évaluation de votre satisfaction, gestion et évaluation du risque d'assurance, réalisation d'études statistiques et techniques, information commerciale et lutte contre la fraude.

En communiquant vos informations personnelles, Vous autorisez l'Intermédiaire et l'Assureur à les partager en vue des mêmes finalités que celles précédemment indiquées au profit de leurs sous-traitants et prestataires, établissements et sociétés membres du Groupe intervenant dans le cadre de la gestion du contrat. Ces informations peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires légalement habilitées (pays de l'Union Européenne ou non membres de l'Union Européenne), notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme.

Les conversations téléphoniques sont susceptibles d'être analysées et enregistrées pour des raisons de qualité de service. Ces enregistrements sont exclusivement destinés à

l'usage interne de l'Intermédiaire et l'Assureur. Conformément aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, Vous disposez d'un droit d'accès et le cas échéant, de rectification, d'opposition pour motifs légitimes ou de suppression des informations vous concernant en vous adressant par mail à l'adresse dpo@ASSU2000.fr

Protection de vos données personnelles

Identité des Responsables de traitement :

Pour l'ensemble des opérations décrites ci-après, l'Assureur est responsable de traitement, à l'exception des opérations listées ci-après pour lesquelles elle définit la finalité ; ASSU 2000, en qualité de délégataire de gestion, est responsable de traitement en ce qui concerne l'intégralité des moyens techniques et essentiels du traitement nécessaire à la gestion des contrats d'assurance pour les opérations suivantes :

- Souscription / Emission des contrats
- Gestion de la vie des contrats
- Gestion des sinistres
- Encaissement / Recouvrement des primes
- Gestion des Réclamations
- Archivage des pièces de gestion et documents comptables.

Les finalités du traitement et les bases juridiques du traitement :

Les données personnelles ont pour finalité de satisfaire à votre demande et de permettre la réalisation de mesures précontractuelles, d'actes de souscription, de gestion et d'exécution ultérieure du contrat, y compris de profilage.

A ce titre, elles pourront être utilisées à des fins de recouvrement, d'études statistiques et actuarielles, d'exercice des recours et de gestion des réclamations et contentieux, d'examen, d'appréciation, de contrôle et de surveillance du risque et de respect des obligations légales, réglementaires et administratives. Ces informations pourront également être utilisées comme explicité ci-dessous pour des besoins de prospection commerciale y compris de profilage sous réserve de votre consentement ou de votre droit d'opposition, ainsi que pour permettre la lutte contre la fraude à l'assurance.

Vous trouverez ci-dessous les bases juridiques correspondant aux finalités de traitement :

Les bases juridiques	Finalités de traitement
Exécution du contrat ou de mesures précontractuelles	Réalisation de mesures précontractuelles telles que notamment délivrance de conseil, devis. - Réalisation d'actes de souscription, de gestion et d'exécution ultérieure du contrat - Recouvrement - Exercice des recours et application des conventions entre assureurs - Gestion des réclamations et contentieux - Certaines données peuvent entraîner des décisions sur la souscription et l'exécution du contrat notamment la tarification, l'ajustement des garanties - Examen, appréciation, contrôle et surveillance du risque - Etudes statistiques et actuarielles
Obligations légales	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme - Respect des obligations légales, réglementaires et administratives
Intérêt légitime	-Lutte contre la fraude Afin de protéger les intérêts de l'ensemble des parties non fraudeuses au contrat

	<p>- Prospection commerciale et profilage lié à la prospection commerciale</p> <p>Afin de vous permettre de bénéficier d'une couverture d'assurance aussi complète que possible et de bénéficier de produits ou services contribuant à vos besoins de protection</p>
--	--

Les conversations téléphoniques sont susceptibles d'être analysées et enregistrées pour des raisons de qualité de service. Ces enregistrements sont exclusivement destinés à l'usage interne de l'Intermédiaire et l'Assureur.

Clause spécifique relative à la fraude

Vous êtes également informé que l'Assureur met en œuvre un dispositif ayant pour finalité la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant, notamment, conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, inscription pouvant avoir pour effet un allongement de l'étude de votre dossier, voire la réduction ou le refus du bénéfice d'un droit, d'une prestation, d'un contrat ou service proposés par ASSU 2000. Dans ce cadre, des données personnelles vous concernant (ou concernant les personnes parties ou intéressées au contrat) peuvent être traitées par toutes personnes habilitées intervenant au sein des services de ASSU 2000. Ces données peuvent également être destinées au personnel habilité des organismes directement concernés par une fraude (autres organismes d'assurance ou intermédiaires; organismes sociaux ou professionnels; autorités judiciaires, médiateurs, arbitres, auxiliaires de justice, officiers ministériels ; organismes tiers autorisés par une disposition légale et, le cas échéant, les victimes d'actes de fraude ou leurs représentants).

Clause spécifique relative aux obligations réglementaires

Dans le cadre de l'application des dispositions du Code monétaire et financier, le recueil d'un certain nombre d'informations à caractère personnel est obligatoire à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Dans ce cadre, vous pouvez exercer votre droit d'accès auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07

Les destinataires ou les catégories de destinataires

Les données vous concernant pourront être communiquées en tant que de besoin et au regard des finalités mentionnées ci-dessus, à l'Assureur ainsi qu'à des partenaires, intermédiaires, réassureurs et assureurs concernés, organismes professionnels, organismes sociaux des personnes impliquées sous-traitants et prestataires, tant en France qu'au Maroc, dans la limite nécessaires des tâches leur incombant ou qui leur sont confiées. Par ailleurs, en vue de satisfaire aux obligations légales et réglementaires les responsables de traitement pourront communiquer des données à caractère personnel à des autorités administratives et judiciaires légalement habilitées.

En cas de transfert hors de l'Union Européenne des données personnelles collectées et traitées, des garanties sont prises par le Groupe ASSU 2000 pour assurer un bon niveau de protection de ces données.

Localisation des traitements de vos données personnelles

L'Assureur a adopté des normes internes en matière de protection des données et de sécurité informatique, afin de garantir la protection et la sécurité de vos données. Aujourd'hui, les data centers, sur lesquels sont hébergées vos données, sont localisés en France.

Les durées de conservation

Vos données personnelles sont susceptibles d'être conservées pendant toute la durée nécessaire à l'exécution du

contrat d'assurance en référence aux délais prescriptions légales et sous réserve des obligations légales et réglementaires de conservation.

L'exercice des droits

Dans le cadre du traitement que nous effectuons, vous disposez dans les conditions prévues par la réglementation :

- d'un droit d'accès : vous disposez du droit de prendre connaissance des données personnelles vous concernant, dont nous disposons et demander à ce que l'on vous en communique l'intégralité,
- d'un droit de rectification : vous pouvez demander à corriger vos données personnelles notamment en cas de changement de situation,
- d'un droit de suppression : vous pouvez nous demander la suppression de vos données personnelles notamment lorsque ces dernières ne sont plus nécessaires ou lorsque vous retirez votre consentement au traitement de certaines données sauf s'il existe un autre fondement juridique à ce traitement,
- du droit de définir des directives relatives au sort de vos données personnelles en cas de décès,
- d'un droit à la limitation du traitement : vous pouvez nous demander de limiter le traitement de vos données personnelles,
- d'un droit à la portabilité des données : vous pouvez récupérer dans un format structuré les données, que vous nous avez fournies lorsque ces dernières sont nécessaires au contrat ou lorsque vous avez consenti à l'utilisation de ces données,
- ces données peuvent être transmises directement au responsable du traitement de votre choix lorsque cela est techniquement possible,
- droit de retrait : Vous avez le droit de retirer le consentement donné pour un traitement fondé sur cette base. Ce retrait vaut pour l'avenir et ne remet pas en cause la licéité des traitements déjà effectués. Il est susceptible de rendre l'exécution du contrat impossible sans être pour autant une cause de résiliation reconnue par le droit des assurances.

Cependant, le retrait de données nécessaires à l'exécution du contrat et notamment au contrôle de la pertinence des engagements réciproques, est susceptible de rendre impossible l'exécution du contrat, dès lors que ces données participent du consentement des parties à la contractualisation

Dans une telle hypothèse, cette impossibilité d'exécution peut être une cause contractuellement définie de déchéance de garantie,

- droit d'opposition : vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles notamment concernant la prospection commerciale à l'adresse ci-après.

Vous pouvez exercer vos droits sur simple demande en l'accompagnant d'une copie d'un titre d'identité :

dpo@ASSU2000.fr ou à l'adresse postale suivante
ASSU 2000 – DPO -
40, avenue de Bobigny
93130 NOISY LE SEC

Droit d'introduire une réclamation (CNIL)

Par ailleurs, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté, 3 Place de Fontenoy- TSA 80715-75334 PARIS CEDEX 07

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données Personnelles

Pour toute demande, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données, délégataire de gestion, à l'adresse :
ASSU 2000 – DPO -
40, avenue de Bobigny
93130 NOISY LE SEC

Autorité de contrôle

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) – 4

Place de Budapest – CS 92459 -75 436 Paris Cedex 09 FRANCE
- www.acpr.banque-france.fr

Les déclarations de litige doivent être envoyées à l'adresse suivante :

L'EQUITE Protection Juridique - 75433 PARIS CEDEX 09
Ou par mail à : EQUITE-PJDeclarations@generali.fr

ASSU 2000

Siège social : 40 avenue de Bobigny, 93130 Noisy-le-Sec
Société de courtage d'assurances régie par le Code des
Assurances – S.A.S.U au capital de 3.200.000 euros - ORIAS
n°07001985 – RCS Bobigny B 305 362 162 – Garantie
financière et assurance de responsabilité civile professionnelle
conformes aux articles L. 530-1 et L. 530-2 du Code des
Assurances